

Art. 4. De Commissie beraadslaagt en beslist geldig wanneer ten minste vijf van de bij artikel 3, lid 1, bedoelde leden aanwezig zijn.

Zij neemt haar beslissingen bij gewone meerderheid van de aanwezige leden.

Wanneer het bij lid 1 bedoelde quorum niet bereikt is, komt de Commissie opnieuw binnen de veertien kalenderdagen samen en beslist geldig ongeacht het aantal aanwezige leden.

Art. 5. De lijst van de bij artikel 2 bedoelde bevoegdheden wordt door het Vast Secretariaat van de Overlegcommissie overgezonden aan :

1° de administrateur-generaal tot wiens bevoegdheid het onderwijs voor sociale promotie behoort;

2° de Algemene Raad van de Hogescholen opgericht bij het voornoemd decreet van 5 augustus 1995;

3° de Hoge Raad voor het onderwijs voor sociale promotie bedoeld bij artikel 78 van het decreet;

4° de Pedagogische Raad van het onderwijs van de Franse Gemeenschap;

5° de vertegenwoordigings- en coördinatie-organen bedoeld bij artikel 74, 2°, 3° en 4° van het decreet van 24 juli 1997 waarbij de prioritaire taken van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs zijn bepaald en waarbij de structuren zijn georganiseerd die het mogelijk maken ze uit te voeren.

Art. 6. Tussen de veertigste en vijftigste werkdag die volgt op de datum waarop de lijst wordt bezorgd aan de bij artikel 5 bedoelde instanties, roept de administrateur-generaal tot wiens bevoegdheid het onderwijs voor sociale promotie behoort, of zijn gemachtigde, de Commissie bijeen.

De oproepingsbrief moet ten minste tien werkdagen vóór de vergadering worden opgezonden, met datum als postmerk.

De bij lid 1 bedoelde administrateur-generaal neemt het voorzitterschap waar van de vergaderingen van de Commissie. Het Vast Secretariaat van de Overlegcommissie zorgt voor het secretariaat van de Commissie.

De beslissingen van de Commissie worden onverwijld aan de Overlegcommissie doorgestuurd samen met de adviezen die door de Overlegcommissie aan de minister worden doorgezonden.

Art. 7. Wanneer zij aan de vergaderingen van de Commissie deelnemen, worden de bij artikel 3 bedoelde leden beschouwd als zijnde in dienstactiviteit.

Art. 8. De voorzitter en de leden van de Commissie mogen de terugbetaling van hun reiskosten vragen volgens de voorwaarden vastgelegd in de bepalingen die van toepassing zijn op de personeelsleden van de besturen van de Franse Gemeenschap.

Daartoe worden de leden bedoeld bij artikel 3, lid 1, 1° tot 4°, gelijkgesteld met de rang die zij bekleden.

De andere leden worden gelijkgesteld met de ambtenaren van rang 13.

Art. 9. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 10. De Minister tot wiens bevoegdheid het onderwijs voor sociale promotie behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 16 november 1998.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :
De Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE



**23 NOVEMBRE 1998. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
relatif à la fréquentation scolaire**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire à horaire réduit, notamment l'article 6, § 2, alinéa 2, remplacé par le décret du 18 mars 1996;

Vu le décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, notamment l'article 22, § 3;

Vu le décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives, notamment l'article 32, alinéa 4;

Vu l'arrêté royal du 11 décembre 1987 déterminant le règlement organique des établissements d'enseignement de plein exercice de l'Etat dont la langue de l'enseignement est le français ou l'allemand, à l'exclusion des établissements d'enseignement supérieur, modifié par l'arrêté de l'Exécutif du 27 avril 1993 et par l'arrêté du Gouvernement du 13 juin 1997;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 30 juin 98;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 22 juillet 98;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 31 août 1998, sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans le délai d'un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 4 novembre 1998, en application de l'article 84, alinéa 1, 1° des lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente ayant l'Education dans ses attributions;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 23 novembre 1998,

Arrête :

Article 1^{er}. Les dispositions du présent arrêté s'appliquent aux établissements d'enseignement primaire et secondaire, en ce compris l'enseignement professionnel secondaire complémentaire, ordinaire et spécial, de plein exercice et à horaire réduit, organisés ou subventionnés par la Communauté française.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° les parents : les parents de l'élève mineur ou la personne investie de l'autorité parentale ou la personne qui assure la garde en droit et en fait du mineur;

2° jours : jours d'ouverture d'école.

Art. 3. § 1. Chaque établissement tient un registre de fréquentation des élèves pour chaque classe.

§ 2. Dans l'enseignement primaire, les présences et absences sont relevées dans la première demi-heure de cours de chaque demi-jour scolaire.

Dans l'enseignement secondaire, les présences et absences sont relevées à chaque heure de cours.

Dans l'un et l'autre cas, les absences sont transcrites par demi-jour dans le registre visé à l'article 3.

Art. 4. § 1. Sont considérées comme justifiées, les absences motivées par :

1° l'indisposition ou la maladie de l'élève couverte par un certificat médical ou une attestation délivrée par un centre hospitalier,

2° la convocation par une autorité publique ou la nécessité pour l'élève de se rendre auprès de cette autorité qui lui délivre une attestation,

3° le décès d'un parent ou allié de l'élève, au premier degré; l'absence ne peut dépasser 4 jours,

4° le décès d'un parent ou allié de l'élève, à quelque degré que ce soit, habitant sous le même toit que l'élève; l'absence ne peut dépasser 2 jours,

5° le décès d'un parent ou allié de l'élève, du 2^e au 4^e degré n'habitant pas sous le même toit que l'élève; l'absence ne peut dépasser 1 jour,

6° dans l'enseignement secondaire, la participation des élèves jeunes sportifs de haut niveau ou espoirs visés à l'article 1^{er}, alinéa 2, 2° de l'arrêté royal du 29 juin 84 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire, à des activités de préparation sportive sous forme de stages ou d'entraînement et de compétition. Le nombre total d'absences justifiées ne peut dépasser 30 demi-jours par année scolaire, sauf dérogation accordée par le Ministre. Dans ce cas, la durée de l'absence doit être annoncée au chef d'établissement au plus tard une semaine avant le stage ou la compétition à l'aide de l'attestation de la fédération sportive compétente à laquelle est jointe, si l'élève est mineur, une autorisation des parents.

§ 2. Pour que les motifs soient reconnus valables, les documents mentionnés ci-dessus doivent être remis au chef d'établissement ou à son délégué au plus tard le lendemain du dernier jour d'absence lorsque celle-ci ne dépasse pas 3 jours, et au plus tard le quatrième jour d'absence dans les autres cas.

§ 3. Les motifs justifiant l'absence, autres que ceux définis au § 1^{er} sont laissés à l'appréciation du chef d'établissement pour autant qu'ils relèvent de cas de force majeure ou de circonstances exceptionnelles liés à des problèmes familiaux, de santé mentale ou physique de l'élève ou de transports. L'appréciation doit être motivée et conservée au sein de l'établissement.

Dans le respect de l'alinéa qui précède, dans l'enseignement secondaire, le chef d'établissement pour l'enseignement de la Communauté française et le pouvoir organisateur ou son délégué pour l'enseignement subventionné déterminent le nombre de demi-jours d'absence qui peuvent être motivés par les parents ou l'élève majeur; ce nombre ne peut être inférieur à 8 ni supérieur à 24 au cours d'une année scolaire.

La décision figure dans le règlement d'ordre intérieur.

§ 4. Toute autre absence est considérée comme injustifiée.

Art. 5. Dans l'enseignement secondaire, est considérée comme demi-jour d'absence injustifiée :

1° l'absence non justifiée de l'élève durant un demi-jour de cours, quel que soit le nombre de périodes que ce demi-jour comprend,

2° l'absence non justifiée de l'élève à trois périodes de cours ou plus, consécutives ou non, au cours d'un même demi-jour.

Le chef d'établissement pour l'enseignement de la Communauté française et le pouvoir organisateur ou son délégué pour l'enseignement subventionné peuvent réduire à deux ou un le nombre de périodes fixées à l'alinéa 1^{er}, 2°. La durée ainsi fixée doit figurer dans le règlement d'ordre intérieur.

Toute absence non justifiée inférieure à la durée ainsi fixée, n'est pas considérée comme une absence mais comme un retard et sanctionnée comme tel en application du règlement d'ordre intérieur.

Art. 6. Une absence non justifiée dans les délais fixés à l'article 4, § 2 est notifiée aux parents ou à l'élève majeur au plus tard à la fin de la semaine pendant laquelle elle a pris cours.

Art. 7. Le chapitre IV, intitulé « de la fréquentation scolaire » de l'arrêté royal du 11 décembre 87 déterminant le règlement organique des établissements d'enseignement de plein exercice de l'État dont la langue de l'enseignement est le français ou l'allemand, à l'exclusion des établissements d'enseignement supérieur, comprenant l'article 8, modifié par l'arrêté du Gouvernement du 13 juin 1997, est abrogé.

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} septembre 1998.

Art. 9. Le Ministre qui a l'Education dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Bruxelles, le 23 novembre 1998.

Par le Gouvernement de la Communauté française,
La Ministre Présidente du Gouvernement de la Communauté française chargée de l'Education,
Mme L. ONKELINX

VERTALING

N. 99 — 615

[S - C - 98/29576]

23 NOVEMBER 1998. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende het schoolbezoek

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 3 juli 1991 houdende regeling van het secundair onderwijs met beperkt leerplan, inzonderheid op artikel 6, § 2, lid 2, vervangen door het decreet van 18 maart 1996;

Gelet op het decreet van 29 juli 1992 houdende regeling van het secundair onderwijs met volledig leerplan, inzonderheid op artikel 22, § 3;

Gelet op het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie, inzonderheid op artikel 32, lid 4;

Gelet op het koninklijk besluit van 11 december 1987 houdende vaststelling van het organiek reglement voor de Rijksonderwijsinrichtingen met volledig leerplan waarvan de onderwijstaal het Frans of het Duits is, met uitzondering van de inrichtingen voor hoger onderwijs, gewijzigd bij het besluit van de Executieve van 27 april 1993 en bij het besluit van de Regering van 13 juni 1997;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 30 juni 1998;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 22 juli 1998;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 31 augustus 1998 over de aanvraag om advies dat door de Raad van State binnen een maand moet uitgebracht worden;

Gelet op het advies van de Raad van State van 4 november 1998, in toepassing van artikel 84, lid 1, 1° van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter, tot wier bevoegdheid het Onderwijs behoort;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 23 november 1998,

Besluit :

Artikel 1. De bepalingen van dit besluit zijn van toepassing op de inrichtingen voor lager en secundair onderwijs, met inbegrip van het aanvullend, gewoon en buitengewoon secundair beroepsonderwijs, met volledig leerplan en met beperkt leerplan, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° de ouders : de ouders van de minderjarige leerling of de persoon met ouderlijk gezag bekleed of de persoon die de minderjarige in rechte en in feite onder zijn hoede heeft;

2° dagen : de dagen waarop de school open is.

Art. 3. § 1. Elke inrichting houdt voor elke klas een register van schoolbezoek door de leerlingen bij.

§ 2. In het lager onderwijs worden de aanwezigheden en de afwezigheden binnen het eerste half uur van de lestijd van elke halve schooldag opgeschreven.

In het secundair onderwijs worden de aanwezigheden en de afwezigheden elk lesuur opgeschreven.

In beide gevallen worden de afwezigheden per halve dag ingeschreven in het bij artikel 3 bedoeld register.

Art. 4. § 1. Worden als verantwoord beschouwd de gemotiveerde afwezigheden te wijten aan :

1° de onpasselijkheid of de ziekte van de leerling, verantwoord door een medisch getuigschrift of een attest van een ziekenhuiscentrum,

2° de oproeping door een overheidsmacht of de verplichting voor de leerling zich bij die overheidsmacht te begeven die hem een attest bezorgt,

3° het overlijden van een verwante of aanverwante van de eerste graad van de leerling; de afwezigheid mag niet langer dan 4 dagen duren,

4° het overlijden van een verwante of aanverwante van de leerling van onverschillig welke graad die onder hetzelfde dak als de leerling woont; de afwezigheid mag niet langer dan 2 dagen duren,

5° het overlijden van een verwante of aanverwante van de leerling van de tweede tot de vierde graad, die niet onder hetzelfde dak als de leerling woont; de afwezigheid mag niet langer dan 1 dag duren,

6° in het secundair onderwijs, de deelneming van de leerlingen die jonge sportbeoefenaars van hoog niveau of sportbeloften zijn, bedoeld bij artikel 1, lid 2, 2° van het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs, aan activiteiten ter voorbereiding van de sportbeoefening in de vorm van stages of trainingen en aan competitie. Het totaal aantal verantwoorde afwezigheden mag niet hoger zijn dan 30 halve dagen per schooljaar, behoudens afwijking toegestaan door de Minister. In dat geval moet de duur van de afwezigheid aan het inrichtingshoofd worden medegedeeld uiterlijk een week voor de stage of de competitie aan de hand van het attest van de bevoegde sportfederatie samen met een toelating van de ouders indien de leerling minderjarig is.

§ 2. Opdat de motieven als aanvaardbaar zouden beschouwd worden, moeten de hierboven vermelde documenten aan het inrichtingshoofd of aan zijn afgevaardigde worden bezorgd uiterlijk de dag die volgt op de laatste dag afwezigheid wanneer deze niet langer dan 3 dagen duurt en uiterlijk de vierde dag van de afwezigheid in de andere gevallen.

§ 3. De andere dan de in § 1 bepaalde motieven ter verantwoording van de afwezigheid worden aan het oordeel van het inrichtingshoofd overgelaten voor zover zij te maken hebben met gevallen van overmacht of buitengewone omstandigheden die verband houden met familiale problemen, geestes- of lichamelijke gezondheidsproblemen van de leerling of met vervoerproblemen. De beoordeling moet met redenen omkleed zijn en in de inrichting bewaard blijven.

In naleving van het voorgaand lid bepalen het inrichtingshoofd voor het onderwijs in de Franse Gemeenschap en de inrichtende macht of haar afgevaardigde voor het gesubsidieerd onderwijs het aantal halve dagen afwezigheid die door de ouders of door de meerderjarige leerling mogen verantwoord worden; dit aantal mag niet lager zijn dan 8 noch hoger dan 24 in de loop van een schooljaar.

De beslissing wordt opgenomen in het huishoudelijk reglement.

§ 4. Elke andere afwezigheid wordt als onverantwoord beschouwd.

Art. 5. In het secundair onderwijs worden als halve dag onverantwoorde afwezigheid beschouwd :

1° de niet verantwoorde afwezigheid tijdens een halve dag les, ongeacht het aantal lestijden dat deze halve dag omvat,

2° de niet verantwoorde afwezigheid van de leerling gedurende drie al dan niet opeenvolgende lestijden of meer, in de loop van eenzelfde halve dag.

Het inrichtingshoofd voor het onderwijs in de Franse Gemeenschap en de inrichtende macht of haar afgevaardigde voor het gesubsidieerd onderwijs mogen het aantal in lid 1, 2° bepaalde lestijden tot twee of tot een herleiden. De aldus bepaalde duur moet in het huishoudelijk reglement worden opgenomen.

Elke niet verantwoorde afwezigheid van minder dan de aldus bepaalde duur wordt niet als een afwezigheid beschouwd maar als een tetaatkomst en als dusdanig bestraft in toepassing van het huishoudelijk reglement.

Art. 6. Een afwezigheid die niet binnen de bij artikel 4, § 2 bepaalde termijnen wordt verantwoord, wordt medegeedeeld aan de ouders of aan de meerderjarige leerling uiterlijk op het einde van de week tijdens welke zij begonnen is.

Art. 7. Hoofdstuk IV, waarvan het opschrift luidt « Schoolbezoek », van het koninklijk besluit van 11 december 1987 houdende vaststelling van het organiek reglement voor de Rijksonderwijsinrichtingen met volledig leerplan waarvan de onderwijstaal het Frans of het Duits is, met uitzondering van de inrichtingen voor het hoger onderwijs, waarin artikel 8 opgenomen is, gewijzigd bij het besluit van de Regering van 13 juni 1997, wordt opgeheven.

Art. 8. Dit besluit treedt in werking op 1 september 1998.

Art. 9. De Minister tot wiens bevoegdheid het Onderwijs behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.
Brussel, 23 november 1998.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap,

De Minister-Voorzitter van de Regering van de Franse Gemeenschap, belast met het Onderwijs,
Mevr. L. ONKELINX



F. 99 — 616

[98/29577]

**30 NOVEMBRE 1998. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
octroyant une subvention au réseau libre subventionné de l'enseignement secondaire
(A.S.B.L., Formation continuée dans l'enseignement catholique)**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu les articles 55 à 58 des lois coordonnées du 17 juillet 1991 sur la comptabilité de l'Etat;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 9 novembre 1998 autorisant l'engagement, l'ordonnancement et le paiement des dépenses imputables à charge des divisions organiques du budget général des dépenses de la Communauté française pour 1998;

Vu le décret du 16 juillet 1993 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel des établissements d'enseignement secondaire ordinaire;

Vu l'arrêté du 11 décembre 1995 relatif au contrôle administratif et budgétaire;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 30 septembre 1998;

Vu l'accord du Ministre ayant le budget dans ses attributions, donné le 27 octobre 1998,

Arrête :

Article 1^{er}. Un subside global de 750 000 francs à imputer à charge du crédit inscrit à l'allocation de base 44.08.56, division organique 52 du budget général des dépenses de la Communauté française de Belgique, Département de l'Education, de la Recherche, et de la Formation, année budgétaire 1998 est alloué à l'Association sans but lucratif « Formation continue dans l'Enseignement catholique », compte 240-038404-85, pour la période du 1^{er} septembre 1998 au 31 août 1999, ci-dessous, dénommée le « bénéficiaire ».

Art. 2. Les frais de repas et de boissons, sauf convention expresse différente, sont limités à 300 F/jour/formé pour les stages non-résidentiels.